

RÈGLEMENTATION CONCURRENTIELLE

L'audit de la CNUCED lancé dès mai prochain

L'audit de la réglementation concurrentielle nationale par la CNUCED sera entamé effectivement dès mai 2014. Une opération opportune pour le Conseil de la concurrence, en butte à de nombreuses contraintes.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Le Conseil de la concurrence a démarré», assure le président de cette autorité administrative autonome, placée auprès du ministre du Commerce et chargée de veiller au respect des règles de la concurrence.

Réactivé depuis le 29 janvier 2013, avec une nouvelle composante, le Conseil affiche déjà un bilan d'activité annuelle assez positif, relevait jeudi dernier son président, Amara Zitouni, lors d'une rencontre médiatique.

Ainsi, le Conseil a organisé l'année dernière un atelier thématique avec l'appui de l'Union européenne sur «les abus de la position dominante» ainsi qu'une conférence animée par le président de l'Autorité française de la concurrence sur la relation de la concurrence avec «la croissance, la création d'emplois, la lutte contre la pauvreté, l'innovation et la compétitivité».

Outre la publication et la diffusion de deux numéros du Bulletin officiel de la concurrence, Amara Zitouni a fait état de la participation du Conseil à plusieurs séminaires organisés par des universités et des associations sur les thèmes liés à la concurrence et la régulation, à travers le pays.

Au niveau international, le Conseil a signé en février dernier, une convention de coopération et de transfert d'expertise avec l'Autorité française de la concurrence. L'on évoque également l'intégration du Conseil au réseau international des autorités de la concurrence et son adhésion au

Forum euro-méditerranéen de la concurrence, outre sa participation aux travaux de la 13^e session du Groupe intergouvernemental des experts de la concurrence, tenue sous l'égide de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Genève en juillet 2013, et au Forum mondial de la Concurrence qui a été organisé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en février 2014 à Paris.

Des actions qui s'inscrivent, estime M. Zitouni, dans une démarche de vulgarisation, de pédagogie entreprise auprès de l'establishment économique national et de développement de la formation.

Des actions que le Conseil entend poursuivre encore durant les prochains mois, de manière «progressive», assure le responsable de cette autorité. Concernant le bilan d'activité, l'on rappelle que le Conseil s'est réuni en juillet 2013 pour, d'une part, donner un avis suite à une saisine du ministère du Commerce sur le marché du ciment, et d'autre part, pour adopter son règlement intérieur.

En outre, l'instance a procédé au traitement des affaires (22 dossiers) héritées de l'ancien Conseil, tout en recevant de nouvelles affaires depuis janvier 2013. Ainsi, le Conseil s'est réuni les 12 et 13 mars derniers pour examiner 20 requêtes dont 16 héritées, en précisant que plus d'une dizaine de dossiers anciens



Amara Zitouni, président du Conseil de la concurrence.

n'ont pas été réactivés par les plaignants.

Portant pour la plupart sur des pratiques restrictives à la concurrence, ces plaintes en suspens concernent diverses activités allant de la fabrication et la commercialisation du papier et des cahiers scolaires, à la distribution des eaux minérales et de lubrifiants. Outre le prononcé d'une décision, le Collège du Conseil a mis le reste des affaires (19 donc) en délibéré. A ce titre, le Collège du Conseil tiendra une session les 29 et 30 avril prochain pour statuer sur ces dossiers.

Ce faisant, Amara Zitouni estime que le Conseil a poursuivi ses activités même s'il a rencontré des difficultés. Il s'agit notamment de l'absence d'un siège adéquat, de l'insuffisance de moyens d'ac-

tion et d'intervention et de problèmes liés à la gestion de carrière et à la rémunération des cadres (suppression de certaines primes...). Or, un système de carrière et de rémunération attrayant permettrait le recrutement de cadres de haut niveau et d'un personnel en nombre et en qualité suffisants pour exercer les diverses missions dévolues à cette instance. Et ce, dans le contexte où la culture de la concurrence reste peu développée, insuffisamment «ancrée» dans les mœurs entrepreneuriales, en particulier celles des sociétés nationales ; l'arsenal législatif et réglementaire en vigueur démontrant parfois des incohérences, des «lacunes» en matière d'application.

Voire qu'une politique de la

concurrence n'existe pas réellement en Algérie, en dépit du dispositif réglementaire prévalant, de l'existence de plusieurs institutions, autorités et organismes dédiés à la régulation, le contrôle et la sanction judiciaire.

Et d'autant que le risque de chevauchement de prérogatives doit être géré même si le Conseil de la concurrence assure exercer ses missions en toute transparence, autonomie et engagement de service public. Pourtant, le président du Conseil reste optimiste dans la mesure où les difficultés citées ne sont pas insurmontables, le problème du siège devant être réglé dès l'année prochaine. Mais aussi d'autant qu'une opportunité s'offre pour remédier à cette situation grâce notamment à l'apport de la Cnuced. Cette dernière a, en effet, accepté la demande du gouvernement algérien de procéder à un audit du système législatif et réglementaire relatif à la concurrence interne par des experts internationaux en vue de sa mise à niveau par rapport aux standards internationaux en la matière.

Cet audit sera lancé effectivement dès le mois de mai prochain, indique le président du Conseil. Ce dernier qui précise qu'une mission d'experts a été organisée à Alger en janvier dernier, évoque la tenue d'un séminaire d'évaluation de trois jours à la mi-mai. Ce qui apportera davantage de clarté et d'efficacité, estime-t-on au niveau du Conseil.

C. B.

SELON L'AVIS DU CONSEIL DE LA CONCURRENCE

Lafarge Algérie n'abuse pas de sa position dominante

Le groupe Lafarge n'abuse pas de sa position dominante dans le marché du ciment, selon l'avis rendu public par le Conseil de la concurrence.

Saisi le 9 mai 2013 par le ministère du Commerce, demandant un avis sur le contrôle et l'encadrement du marché du ciment et spécifiquement, le Conseil a rendu en juillet dernier un avis dont la teneur écarte les suspicions sur une situation d'abus de position dominante du cimentier français. Dans son avis, le Conseil a analysé les configurations de marché et les pratiques commerciales du groupe Lafarge et les différentes influences qu'il peut exercer sur le niveau général des prix. De fait, l'abus de position dominante se vérifie à un stade ultime sur la base d'un pouvoir réel de marché et de la liberté de faire varier les prix au-delà ou en deçà du prix concurrentiel, sans incidence sur la situation et les capacités de marché de l'entreprise.

Certes, l'offre nationale du ciment fait apparaître une répartition entre les opérateurs à hauteur de 51% pour le groupe public GICA, 36% pour le groupe Lafarge

et 13% pour les importateurs. Abstraction faite des importations, la production nationale de ciment se répartit entre 59,4% pour GICA et 40,6% pour ledit groupe.

Or, la faiblesse de l'offre pour un produit stratégique «nourrit une spéculation autant intense que chronique et contribue à développer un réseau d'intermédiaires qui maintiennent une tension permanente sur les prix», est-il indiqué.

Voire, «les relèvements des prix observés pour Lafarge qui détient une position dominante, compte-tenu de ses parts de marché, pourraient paraître, eu égard à leur nombre et périodicité, assez excessifs et avoir pour conséquences de perturber les marchés et de léser les consommateurs», note-t-on. Soit, des ajustements de prix constatés qui «peuvent être en effet interprétés comme la manifestation d'un pouvoir de marché», est-il précisé dans cet avis. Néanmoins, le Conseil observe que les prix sortie-usine du groupe GICA n'ont pas connu d'augmentation significative depuis 2009, en dépit du renchérissement des intrants et des revalorisations salariales. En outre, l'on note que Lafarge impute ses coûts à plusieurs facteurs reliés à la volonté

de rationalisation de la distribution et de lutte contre la spéculation, aux efforts déployés en faveur de l'amélioration de la qualité du produit et de celle des conditions de travail. A ce propos, l'instance constate que le programme d'investissement du groupe Lafarge est assez conséquent : diversification des produits et développement de la transformation et de la distribution, les projets de réalisation de cimenteries en partenariats.

«Au final, il est apparu, au regard des éléments d'information évoqués ci-dessus, difficilement soutenable que le groupe Lafarge soit en situation d'abus de position dominante», conclut l'avis du Conseil qui fait valoir «à la fois la couverture des coûts par des relèvements de prix qui n'ont, a priori, pas de caractère prédateur, les pratiques de régulation du groupe, ses efforts d'investissement...».

Cela même si l'instance n'a pas manqué, dans son avis, de faire un certain nombre de recommandations, dans l'objectif de renforcer l'offre nationale, de rationaliser la distribution du ciment et d'améliorer le contrôle et la surveillance des marchés.

C. B.

PRÉVENTION DES INONDATIONS

Un programme spécial avec l'Union européenne

Le ministère des Ressources en eau a convenu d'un programme avec l'Union européenne pour prévenir des inondations. C'est ce qu'a annoncé le ministre du secteur hier, à Alger.

Pour parer aux inondations, un programme de prévision sera incesamment mis en place. Convenu avec l'UE, le projet consiste à établir une cartographie de prévision de ce fléau naturel. «La cartographie concernera toutes les communes touchées et celles menacées des inondations. Elle sera réalisée grâce à des données collectées par satellite afin de nous prévenir», explique le ministre des Ressources en eau. En guise de système d'alerte, un réseau national de prévision des inondations est également prévu. «Il permettra de collecter les données et de les transférer par satellite», a-t-il ajouté hier, en marge d'une conférence sur le thème «Changement climatique : quel défi pour les ressources en eau».Hocine Necib rappelle à cet effet, que son secteur a investi 30 milliards de dinars pour résoudre le problème des inondations.

S'agissant de l'alimentation en eau potable, le ministre des Ressources en eau a indiqué que le système de transfert des eaux du barrage Koudiet Lemdouar, dans la wilaya de Batna, sera mis en service début avril prochain. Par la suite, «ce système permettra le transfert des eaux vers le barrage de Ourkis dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi», dit-il.

Organisée par le ministère des Ressources en eau avec l'appui de la GIZ, la rencontre visait à sensibiliser sur les effets du changement climatique. La vulnérabilité spécifique de l'Algérie a été soulignée, vu l'exposition de notre pays à une grande variété de précipitations ainsi qu'à des événements climatiques extrêmes notamment les inondations. La conférence a été également l'occasion pour informer sur les possibilités d'adaptation afin d'en tenir compte dans la mise en œuvre des projets du pays.

Rym Nasri